ASSEMBLÉE NATIONALE

7 février 2019

ÉCOLE DE LA CONFIANCE - (N° 1629)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 798

présenté par

Mme Mette, M. Berta, Mme Essayan, M. Garcia, Mme Maud Petit, M. Balanant, M. Barrot, M. Baudu, Mme Benin, M. Bolo, M. Bourlanges, M. Bru, M. Cubertafo, Mme de Sarnez, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, M. Duvergé, Mme El Haïry, Mme Elimas, M. Fanget, Mme Florennes, M. Fuchs, Mme Gallerneau, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, M. Joncour, M. Lagleize, M. Lainé, M. Laquila, Mme Lasserre, M. Latombe, Mme Luquet, M. Mathiasin, M. Mattei, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Millienne, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, M. Turquois, Mme Vichnievsky et M. Wasserman

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:**

Le chapitre II du titre I^{er} du livre IX de la quatrième partie du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase de l'article L. 912-1-2, après le mot : « enseignement », sont insérés les mots : « ou durant les périodes de vacances des classes définis par l'article L. 521-1, » ;

2° L'article L. 912-1-3 est complété par les mots « et donne droit à la validation des acquis de l'expérience. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à revaloriser et offrir plus de solutions de formation continue aux enseignants. La formation continue est fondamentale et correspond aussi aux objectifs du gouvernement.

En offrant une période supplémentaire de formation, durant les vacances scolaires, cela permettra à plus d'enseignants d'avoir l'opportunité de se former. C'est le premier objet de cet amendement

En premier lieu il convient de rappeler que les professeurs sont dans une situation d'insécurité par rapport à leur travail, mais aussi vis à vis des parents. Ensuite inciter à la formation participera à développer un sentiment de revalorisation de la profession

Offrir plus d'options de formations continue, avec une possible rémunération, comme l'indique le texte initial, permettra à plus d'enseignants d'avoir envie de se former. Ils auront plus confiance et cela permettra aussi aux parents d'élèves d'avoir plus confiance dans les enseignants puisqu'ils les sauront mieux formés. C'est une cercle vertueux de la confiance que ce présent amendement propose.

D'autant que si les enseignants se forment durant les temps des vacances scolaires, il n'y a pas besoin de le remplacer, ainsi les indemnités données au remplaçant pourraient être données à l'enseignant formé durant ces périodes de vacances des classes.

Pour conclure, c'est une logique identique de revalorisation et de sentiment de confiance qu'offre le droit à la validation des acquis de l'expérience. Car dans un monde où 50 % des emplois seront profondément transformés dans les dix ans à venir, cela passe plus que jamais par un accès plus simple, plus rapide, plus vaste et plus juste à l'atout majeur du XXIe siècle : les compétences.

C'était l'objet du projet de loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Ce projet de loi est le fruit d'un important travail interministériel, qui a également associé le ministère de l'Éducation Nationale. Il serait donc intéressant de permettre à l'ensemble des agents de ce ministère d'avoir, eux aussi, la liberté de choisir leur avenir professionnel.

Les enseignants aussi ne souhaitent plus être figés dans leur carrière, et ils souhaitent pouvoir se projeter dans l'avenir avec confiance

L'objectif du présent amendement serait donc de permettre de trouver des solutions de reconversion ou d'évolution de carrières étroitement liées à la notion de compétence.